



# DÉFENSE ET RECONQUÊTE DES SERVICES PUBLICS. UNIS, USAGERS ET SALARIÉS, LUTTONS CONTRE LA CASSE DES SERVICES PUBLICS DU PAYS D'ARLES.

Le grand patronat, porté par les gouvernants, n'a de cesse d'attaquer et de détruire les services publics. Les attaques sont de plusieurs ordres : privatisations, mutualisations des moyens, réductions des effectifs, économie d'échelle, fermetures, démembrements, remplacement de l'accueil physique par l'informatique ou des plateformes téléphoniques,

non remplacement des salariés retraités ou des postes vacants, précarisation des emplois.

Ces atteintes ont pour conséquences la dégradation des services publics qui nous sont rendus, voire la perte de nos droits. Cette dégradation concerne aussi les conditions de travail de plus en plus déplorables, généralisant le mal-être pour les salariés dont les rémunérations sont aussi gelées depuis 7 ans.

**C'est un choix de société orienté par le grand patronat pour qui la rentabilité, les coupes budgétaires et l'austérité priment sur la solidarité.**

## À l'échelle du Pays d'Arles et vous concernant immédiatement :

**CAF, CPAM, District d'Arles** : Refonte des aides sociales, suppression des accueils physiques sans rendez-vous, accumulation des dossiers en retard, manque d'effectifs, et précarisation des emplois.

**Hôpital d'Arles** : Mise en place des Groupements hospitaliers de territoires, spécialisation des hôpitaux en fonction des pathologies. Les conséquences sont l'éloignement des praticiens, la modification unilatérale des horaires du personnel. Coupes budgétaires et réduction du personnel impliquant une inadéquation entre les besoins des malades et les moyens nécessaires.

**Ville d'Arles** : Non remplacement des départs en retraite, aggravation des conditions de travail, mutualisation des services.

**CCAS d'Arles** : Privatisations de services publics par désengagement (maisons de retraite, services aux personnes âgées, accueil de nuit).

**Conseil Départemental** : Effectifs insuffisants pour répondre aux besoins des publics en action sociale et en insertion.

**Service Départemental d'Incendie et de Secours** : Politiques d'austérité, insécurité des ressources, baisse des effectifs, précarisation des statuts.

**Finances Publiques** : Suppression des missions de proximité ; en 5 ans, moins 10 000 emplois et en 9 ans, 630 trésoreries ont fermé leur porte sur le territoire national.

**SNCF** : Démembrement, suppression des contrôleurs, mise en place des low-costs, concession des lignes TGV et du fret, suppressions de lignes, de trains et d'arrêts.

**Sous-Préfecture** : Fermeture du service des cartes grises, abandon de missions.

**Éducation Nationale** : Classes surchargées; les enseignants en France font partie des moins bien rémunérés en Europe...

**Transports urbains** : Menace sur la gratuité pour les seniors, manque d'effectifs, difficultés à effectuer les tournées dans les horaires programmés.

**La Poste** : Réduction des effectifs, suppression des tournées de distribution, réduction des amplitudes d'ouvertures des bureaux.

**Conseil Régional** : Baisse des subventions aux associations à vocation de services publics, non remplacement de 150 départs à la retraite.

**Centrale d'Arles** : Mal-être au travail, sous effectif; en PACA, 600 agents non recrutés; ouverture au secteur privé pour les services annexes. Surpopulation carcérale.

**ACCM** : Continuité des choix de privatisation des services publics au profit des grands groupes multinationaux (eau, assainissement, transports).